

15 février 1794 : la Convention nationale adopte en France un pavillon national dessiné par le peintre Jacques-Louis David, dessin qui sera adopté pour tous les drapeaux nationaux bleu blanc et rouge en 1812.

Le drapeau tricolore apparut aux armées à l'initiative du comte Henri de Virieu, représentant de la noblesse du Dauphiné aux États généraux. Il proposa à l'Assemblée nationale, le 20 octobre 1790, de charger le pavillon maritime d'un carton bleu, blanc, rouge afin « *qu'à la couleur qui fut celle du panache d'Henri IV se joignît celle de la liberté reconquise* » ; dans son sillage, le duc de Choiseul-Praslin proposa qu'une cravate analogue fût accrochée aux drapeaux de l'armée de terre.



Autoportrait de Jacques-Louis David (1748-1825).

Le 21 octobre, l'Assemblée décida que le pavillon national serait blanc avec un quartier tricolore (les détails furent renvoyés au comité de marine). L'ordonnance du 24 octobre

1790 créait :

1. un pavillon de beaupré (pour les cérémonies officielles, à l'avant des navires de guerre) à trois bandes verticales rouge blanche et bleue,
2. un pavillon ordinaire de poupe ; ce dernier était blanc, couleur de la France, et il portait un canton à trois bandes verticales rouge, blanche et bleue.

Le canton rectangulaire était entouré d'un liseré blanc à l'intérieur et bordé à l'extérieur d'un liseré bleu à la hampe et rouge vers la partie flottante; ce second liseré était destiné à séparer les deux parties blanches du pavillon. C'est le premier emblème national tricolore.

C'est pour un second pavillon national tricolore adopté le 15 février 1794 (décret du 27 pluviôse an II) que la disposition actuelle « *bleu au mât, blanc au centre, et rouge flottant* » a été imaginée. L'assemblée chargea le grand peintre national Jacques-Louis David de « *fournir les dessins du nouveau pavillon à la nation* ». Ce changement de pavillon devint effectif sur les vaisseaux à partir du 20 mai 1794.

Le pavillon de marine fut ensuite adopté comme drapeau national ; il était installé au palais des Tuileries quand le premier consul Bonaparte y prit résidence le 19 février 1801.



15 février 1855 : naufrage de la *Sémillante*, frégate de la Marine, au large des îles

Lavezzi.

La *Sémillante* quitte le port de Toulon le 14 février 1855, commandée par le capitaine de frégate Jugan, à destination de la Crimée (mer Noire) pour apporter aux forces françaises des vivres, des renforts en troupe et en matériel pour faire la guerre à la Russie.

Outre son état-major (de huit officiers), son équipage compte 293 hommes. À son bord, a pris place un détachement de plus de 400 militaires de l'armée (infanterie, artillerie) avec un matériel important (canons, mortiers, munitions, vivres...).

Elle est prise dans une violente tempête au large de la Sardaigne et son commandant décide de passer par les bouches de Bonifacio, aux îles Lavezzi, dans une zone de brisants et d'écueils. Poussée par une rafale de sud, elle heurte à une vitesse estimée à 12 nœuds un haut-fond rocheux signalé par une bouée. Broyée par le choc, elle coule par le fond dans la nuit du 15 au 16 février 1855, et est perdue corps et biens.

Le 18 février, les premiers cadavres, certains complètement déchiquetés, sont ramenés sur les grèves par les courants. Ils sont tous inhumés sur l'île, faute de moyens de transport, par une corvée de cinquante soldats, détachés en renfort des marins. Le 20, le nombre de corps inhumés s'élève à 250. Les corps du capitaine Jugan et de l'aumônier ont pu être identifiés.

Les autorités militaires confièrent l'enquête administrative et les opérations de recherches à la suite du naufrage au commandant de l'avisos à vapeur *l'Averne*, le Lieutenant de Vaisseau Jean Baptiste Bourbeau. Celui-ci appareilla de Livourne où il était stationné le 28 février et arriva sur site le 1^{er} mars. Les différents rapports établis par le Lieutenant de Vaisseau Bourbeau adressés au Préfet maritime de Toulon permirent, grâce aux témoignages recueillis et à l'étude du positionnement des débris de la frégate, de mieux établir les circonstances et le lieu exact du naufrage. Ce fut également sous les ordres de cet officier que furent activement recherchés les corps des naufragés et ouverts les deux cimetières ouest et est sur l'île Lavezzi pour leur donner une sépulture. Dans son dernier rapport du 13 mars 1855, le Lieutenant de Vaisseau Bourbeau écrivait « *Seul sur les 250 cadavres ensevelis jusqu'à ce moment, le corps du capitaine Jugan a été retrouvé à peu près intact et parfaitement reconnaissable ; cet état de préservation était dû au paletot d'uniforme dans lequel il a été retrouvé entièrement boutonné. Tous les autres cadavres étaient nus en grande partie. La mort a donc trouvé le brave capitaine faisant courageusement son devoir en luttant jusqu'au dernier moment pour les autres sans songer à lui même* ». Il fit inscrire sur la tombe du capitaine *Ci-gît G. Jugan, Capitaine de frégate Commandant la Sémillante, Naufragée le 15 février 1855, Lavezzi, 5 mars 1855.*

Il n'y eut aucun survivant sur les 773 hommes à bord de la *Sémillante*. 560 corps reposent dans les deux cimetières de l'île, Acharino à l'ouest, Furcone à l'est. Les autres corps ne seront pas retrouvés.

Le ministère de la Guerre et de la Marine de l'époque a fait construire un monument commémoratif en forme de pyramide au sommet de l'un des trois îlots bordant à l'ouest la Cala

Lazarina, îlot sur lequel s'est échouée la *Sémillante*.

Le naufrage de La *Sémillante*, intervenant peu après une autre tempête qui coula en mer Noire de nombreux navires français et anglais engagés dans la Guerre de Crimée, fit couler beaucoup d'encre et provoqua divers mouvements d'opinion.

Outre l'enquête de commandement classique en pareil cas, le gouvernement du Second Empire se tourna vers les scientifiques pour savoir si la tempête qui causa le drame aurait pu être prévue. Ce fut l'astronome normand Urbain Le Verrier, célèbre pour avoir découvert la planète Neptune, qui fut chargé de cette étude. À cette époque, la météorologie était encore embryonnaire, et dans l'esprit de bien des gens, les tempêtes étaient causées par les mouvements des corps célestes.

Le Verrier s'intéressa à la trajectoire de la tempête : née sur l'Atlantique avec l'arrivée d'une masse d'air froid polaire, elle s'est traduite en Méditerranée par un violent mistral, qui, dans les bouches de Bonifacio, s'est amplifié par l'effet Venturi, phénomène bien connu et redouté des marins. Le Verrier conclut qu'avec les moyens de transmission de l'époque (le télégraphe électrique qui prenait le relais du télégraphe optique de Chappe, et le réseau de sémaphores de la marine), il aurait été possible de prévoir l'arrivée de la tempête et de retenir la *Sémillante* à Toulon. Cette étude fut l'acte fondateur de la création des premiers bulletins météorologiques.

En 1874, un phare fut érigé sur le *Capu di u Beccu*, au sud de l'île Lavezzo.

« L'agonie de la *Sémillante* » d'Alphonse Daudet

<https://theatrum-belli.com/wp-content/uploads/2024/02/Lagonie-de-la-Semillante-dAlphonse-Daudet.mp3>



15 février 1898 : le cuirassé américain USS *Maine* explose dans le port de La Havane.

En janvier 1898, L'USS *Maine* fut détaché de Key West en Floride à La Havane à Cuba pour protéger les intérêts américains lors de la guerre d'indépendance cubaine. Trois semaines plus tard, le 15 février à 21 h 40, une explosion eut lieu à bord du navire. Les investigations ultérieures révélèrent que plus de 5 tonnes de charge propulsive pour les obus de six et dix pouces avaient explosé et arraché le tiers avant du navire. Le reste de la coque coula rapidement au fond du port. La plus grande partie de l'équipage dormait ou se reposait dans ses quartiers à l'avant du navire quand l'explosion eut lieu. 253 marins furent tués par l'explosion ou se noyèrent pendant le naufrage. Huit autres moururent de leurs blessures par la suite. Il n'y eut que 94 survivants, dont le capitaine Sigsbee, et seulement 16 ne furent pas blessés. Le 21 mars, la commission d'enquête de la Marine à Key West déclara qu'une mine navale avait causé cette explosion.

Les journaux *New York Journal* et *New York World*, appartenant respectivement à William Randolph Hearst et Joseph Pulitzer, offrirent une intense couverture médiatique à l'incident mais employèrent des tactiques qui furent par la suite qualifiées de « *journalisme jaune* ». Les deux publications exagérèrent et déformèrent les informations dont elles disposaient et en

inventèrent même quand aucune ne correspondait à leurs agendas. Dans la semaine qui suivit le naufrage, le *New York Journal* consacra une moyenne journalière de huit pages et demie à la tragédie. Ses éditeurs envoyèrent sur place une équipe complète de journalistes et d'artistes à La Havane dont Frederic Remington et Hearst annonça une récompense de 50 000 dollars « pour la condamnation des criminels qui ont envoyé 258 marins américains à la mort ». Si la couverture du *New York World* fut moins agressive, il employa les mêmes tactiques en affirmant continuellement que l'USS *Maine* avait été bombardé ou miné. En privé, Pulitzer avançait que « personne en dehors d'un asile de fous » ne croyait réellement que l'Espagne avait approuvé la destruction de l'USS *Maine*. Cela n'empêcha pas le *New York World* d'insister que la seule « expiation » que l'Espagne pouvait offrir aux États-Unis pour la perte du navire et de son équipage était d'accorder son indépendance complète à Cuba. L'opinion publique américaine, déjà ulcérée par les atrocités espagnoles à Cuba, devint de plus en plus hystérique.

La destruction de l'USS *Maine* n'entraîna pas immédiatement la déclaration de guerre des États-Unis. L'événement créa néanmoins une atmosphère qui empêchait virtuellement l'obtention d'une solution pacifique. La guerre hispano-américaine commença deux mois après le naufrage, en avril 1898. Les partisans de la guerre employèrent le cri de ralliement *Remember the Maine, to Hell with Spain !* (« Souvenez-vous du Maine, Mort à l'Espagne ! »).



L'épave de l'USS Maine entourée par les batardeaux le 16 juin 1911.

15 février 1921 : début de l'invasion soviétique de la Géorgie.

L'invasion soviétique de la Géorgie, également connue sous le nom de guerre

soviéto-géorgienne, est une offensive militaire des armées de la Russie soviétique menée du 15 février au 17 mars 1921 contre les Forces armées géorgiennes et qui vise à renverser le gouvernement social-démocrate de la République démocratique de Géorgie dans le contexte de la guerre civile russe.

Le conflit est le résultat de la politique expansionniste des Soviétiques, qui a pour but de contrôler les anciens territoires de l'Empire russe, ce dernier ayant succombé aux événements turbulents de la Première Guerre mondiale et de la révolution bolchévique. Les bolchéviques géorgiens ne disposent pas d'un soutien suffisant dans leur pays natal pour s'emparer du pouvoir sans intervention étrangère.

L'indépendance de la République démocratique de Géorgie avait été reconnue par la Russie dans un traité signé le 7 mai 1920. L'invasion n'est pas unanimement soutenue à Moscou, mais sous la pression de Joseph Staline et de Grigory Ordjonikidzé (tous deux Soviétiques d'origine géorgienne), Lénine donne son accord le 14 février 1921 sous prétexte de soutenir les paysans et les travailleurs révolutionnaires géorgiens.

Les forces soviétiques prennent la capitale géorgienne Tiflis après de violents combats et déclarent la République socialiste soviétique de Géorgie le 25 février 1921. Le pays est totalement envahi dans les trois semaines suivantes, mais le régime soviétique ne sera véritablement établi qu'en septembre 1924. La partie du sud-ouest la Géorgie fut quant à elle occupée par la Turquie, ce qui menaça de développer une crise diplomatique entre Moscou et Ankara, conduisant à d'importantes concessions territoriales par les Soviétiques à la Turquie dans le traité de Kars, contrairement aux dispositions adoptées à la Conférence de la paix de Paris. Le gouvernement de la République démocratique de Géorgie s'exile d'abord à Constantinople, puis définitivement à Leuville-sur-Orge en France.

Des révoltés géorgiens à l'occupation soviétique se regrouperont dans le Comité pour l'indépendance de la Géorgie et lanceront une insurrection en août-septembre 1924, connue sous le nom de « *soulèvement d'août* » mais celle-ci s'avèrera infructueuse et sévèrement réprimée par les autorités soviétiques.

Le pays voit l'instauration de la République socialiste soviétique de Géorgie qui est placée sous l'égide de Moscou et qui durera jusqu'en 1990, date du retour à l'indépendance de la Géorgie à la suite de l'effondrement de l'URSS.



Soldats de l'Armée rouge à Tbilissi le 25 février 1921.

15 février 1942 : fin de la bataille de Singapour.

La bataille de Singapour est une bataille du théâtre asiatique qui eut lieu lors de la Seconde Guerre mondiale quand l'empire du Japon, immédiatement après la conquête du reste de la Malaisie britannique, a envahi le bastion des forces alliées de Singapour. Les combats durent du 31 janvier 1942 au 15 février 1942. La prise de Singapour est la dernière phase de la campagne de Malaisie, concrétisant l'échec total de la stratégie de Singapour qui visait à protéger les intérêts de l'Empire britannique en Asie de l'Est.



La bataille aboutit à la chute de Singapour, principale base militaire britannique en Extrême-Orient, et à la reddition la plus importante de l'Histoire militaire du Royaume-Uni.

Après la défaite de ses troupes lors de la bataille de Malaisie, Arthur Percival organise une défense le long des 100 km de côte singapourienne. Le 31 janvier, les dernières troupes alliées se retire de la péninsule de Malaisie et font sauter le pont reliant Johor et Singapour.

Percival, anticipant une attaque des Japonais au nord-est de l'île, positionne ses troupes les plus fraîches, la 18^e Division britannique, tout juste débarquée, à l'est de la chaussée de Johor.

Les Japonais bombardent intensivement Singapour dans les cinq jours qui suivent. Retardée durant une semaine par la destruction du pont, l'armée impériale débarque le 8 février sur la plage de Sarimbun, à la pointe nord-ouest de l'île de Singapour, ne rencontrant qu'une brève et faible résistance de la part des troupes australiennes de la 8^e division qui défendent le secteur. Les troupes japonaises prennent ensuite le contrôle des plages de la banlieue sud de Singapour, et encerclent la ville, dont la défense était initialement organisée pour faire face à une attaque venant du large et non à une invasion à partir de l'intérieur des terres.

Après une semaine de combats et de bombardements, Percival fait sa dernière déclaration à Fort Canning le 15 février à 9 h du matin. Informé de la pénurie imminente en munitions et en eau du côté de ses troupes, il décide de se rendre.

Après être contacté par des émissaires britanniques porteurs d'un drapeau blanc, Tomoyuki Yamashita insiste pour discuter avec Percival en personne. Ce dernier se rend ensuite, sa délégation portant un drapeau britannique et un drapeau blanc, à la *Old Ford Motor Factory* de Bukit Timah, lieu où la reddition devrait être négociée. Un officier japonais note que Percival est « *pâle, mince et fatigué* ».

Après un bref désaccord concernant la présence de 1 000 hommes armés (commandés par les Britanniques) à Singapour afin d'assurer un service d'ordre minimum, requête à laquelle Yamashita accède finalement, il fut conclu à 18 h 10 que les troupes du *Commonwealth* britannique déposeraient les armes et cesseraient toute résistance à partir de 20 h 30. Cet accord allait complètement à l'encontre des instructions de Winston Churchill, qui avait ordonné de résister jusqu'au bout. Une retraite en catastrophe, à bord d'embarcations de fortune, est organisée pour évacuer de Singapour ceux qui pouvaient encore l'être. Le général australien Henry Gordon Bennett s'enfuit dans ces circonstances.

Le bilan le plus répandu indique que 138 708 militaires alliés se rendirent ou furent tués, et ceci face à un peu moins de 30 000 Japonais. Ce chiffre comprend environ 50 000 Indiens, Australiens et Britanniques capturés ou tués durant la campagne de Malaisie et peut-être 15 000 personnes présentes dans les bases. Du côté des troupes du *Commonwealth*, on dénombra depuis le 8 décembre environ 7 500 morts et 11 000 blessés. Les pertes japonaises s'élevaient à 3 500 morts et 6 100 blessés.

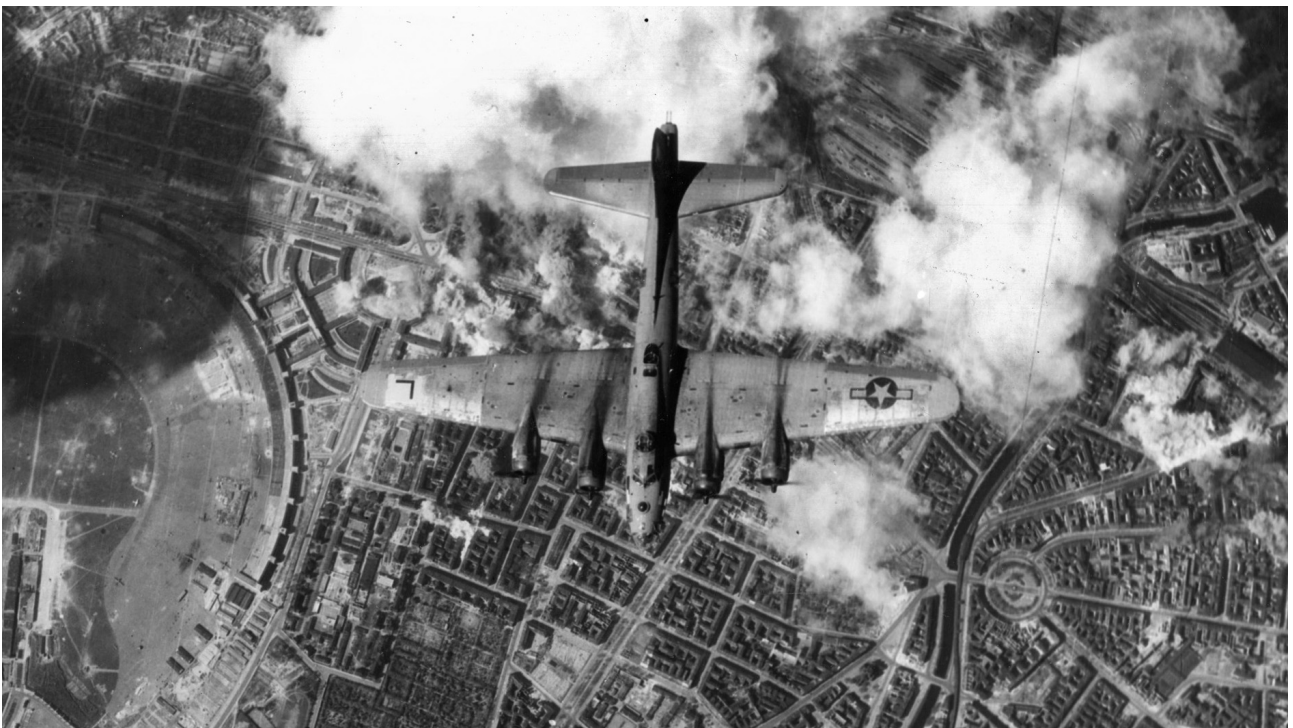
Le Premier ministre britannique Winston Churchill a qualifié la chute de Singapour de « *pire des catastrophes* » et de « *plus grande capitulation* » de l'histoire militaire britannique. Singapour, la « *forteresse imprenable* », était tombée en seulement sept jours. Il faut toutefois comparer la situation militaire de Singapour et de la Malaisie avec celles des autres fronts du conflit mondial. Les Britanniques avaient en effet donné la priorité au Moyen-Orient et à l'Union soviétique. La force aérienne nécessaire en Malaisie, de l'ordre de 300 à 500 appareils, n'a jamais pu être fournie. De plus, les Japonais attaquèrent avec 200 petits chars de combat alors que les Britanniques n'en disposaient d'aucun.

Churchill refusa toujours qu'une commission d'enquête soit constituée pour étudier les raisons de la défaite. L'essentiel des archives militaires ne fut divulgué par le British Public Record Office qu'en 1993. Une partie de ces archives est encore couverte par le secret (seul le gouvernement britannique en connaît la raison).

15 février 1944 : raid aérien sur Berlin composé de plus de 1 300 avions.

Plus de 2 500 tonnes de bombes ont été déversées sur la capitale allemande. Plus de 1 320 avions prirent part aux raids, dont 800 bombardiers *Halifax* et *Lancaster*. Plusieurs quartiers furent arrosés de bombes du plus gros calibre, ainsi que de bombes de moyen calibre. Le nombre des bombes incendiaires et de moindre calibre s'élevèrent à plusieurs dizaines de milliers. Les avions de reconnaissance *Mosquito*, qui survolèrent Berlin peu après la fin de l'attaque qui ne dura que 20 minutes (70 tonnes de bombes par minute), annoncèrent que la ville ne constituait plus qu'une seule mer de flammes, dont les colonnes de fumées se dégageaient s'élevant à quelque 6 000 mètres d'altitude.

Concernant la préparation de ce raid, le « *Bomber Command* » avait indiqué que 4 000 hommes avaient été occupés pendant plus de 5 heures au chargement des bombes. Plus de 50 000 personnels à terre avaient travaillé sur les pistes d'envol, dans les stations météorologiques, les services de radio-goniométrie, etc. Environ 7 000 pilotes, canonniers, observateurs avaient pris place dans les appareils et près de 5 millions de litres de carburant avaient été utilisés pour ce raid.



Crédit : DR.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

15 février 1949 : premier vol du Breguet Br-673 Deux-Ponts.

La conception du Breguet 760 débuta en 1938 mais la Seconde Guerre mondiale repoussa sa sortie. Le projet est basé sur les ailes et

les empennages du Breguet 730, un grand hydravion réalisé en 1938, qui ont parfaitement donné satisfaction. Les études reprurent après la Libération de la France sous la désignation Breguet 761 et en 1946 le dossier d'avant-projet est transmis au ministère de l'Air et approuvé par le ministre Charles Tillon. Celui-ci accepte le lancement d'un contrat de prototype et, avant même que ce dernier ait volé, donne en mars 1947 son accord à l'industriel pour la fabrication de 15 cellules.

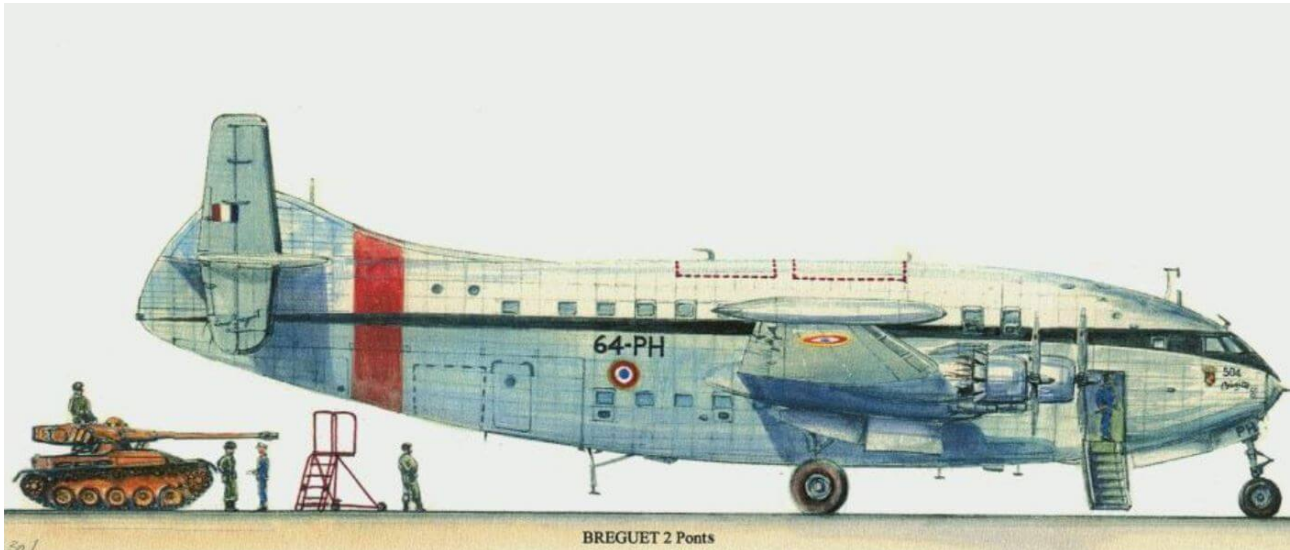
La fabrication du prototype débute à Villacoublay, où Louis Breguet dispose de hangars de dimensions adaptées, et se termine à l'automne 1948. Après des essais de roulage au sol, le premier vol de l'appareil avec des moteurs Gnome et Rhône eut lieu le 15 février 1949. Au poids de 28 tonnes, le Br 761 décolle de Villacoublay sur 350 mètres et se pose sans incident à Brétigny. A l'issue de ce premier vol, le prototype est amélioré : la surface des deux dérives est augmentée, et une dérive centrale, sans gouvernail, est ajoutée pour compenser une certaine instabilité en lacet.

L'appareil s'est révélé très sous-motorisé, ce qui entraîna pour la future production en série l'étude d'une version plus puissamment motorisée avec des moteurs Pratt & Whitney, désignée Br 763 *Provence*. Ces appareils furent exploités par Air France principalement sur la ligne Paris-Alger et vers la Corse entre 1953 et 1963. Ils furent ensuite utilisés par Air France comme avions cargo jusqu'au début des années 1970. Les avions, qui n'étaient pas à bout de potentiel, ont été versés à l'armée de l'air française.

À l'origine Air France ne voulait pas de cet avion, dont la commande lui a été imposée par le gouvernement français, mais en découvrant ses grandes qualités, notamment polyvalence, sûreté, fiabilité et économie, la compagnie aérienne a totalement changé d'avis à son sujet.

Le Breguet *Deux-Ponts* n'a jamais fait de victime. Les deux seuls incidents sérieux répertoriés ont été : un atterrissage d'urgence sur le ventre (à la suite d'une panne hydraulique) dans un champ de la région lyonnaise, mais l'avion, peu endommagé et réparé sur place, a pu redécoller (en moins de 400 m, pilote seul à bord et allégé au maximum) puis reprendre son service habituel. Le second incident s'est produit en Algérie le 7 avril 1961 où un *Deux-Ponts*, le F-RAPA de l'armée de l'air (Br 761 prototype sous-motorisé), dévié à l'atterrissage à Reggane par une forte rafale de vent, s'est écrasé « *en douceur* » et de nuit sur un terrain accidenté (train gauche arraché) : aucun blessé, mais l'avion a dû être démonté sur place (il reste la cellule et le plan central).

Une dernière version, désignée Br 765 *Sahara* fut construite pour l'armée de l'Air française. Elle effectua son premier vol en juillet 1958. Cette version spécialement conçue pour une utilisation militaire vit son rayon d'action augmenté (4 000 km). Elle fut retirée du service en 1972, lorsqu'elle fut remplacée par le C-160 Transall.



15 février 1974 : banni d'URSS, l'écrivain russe dissident Alexandre Soljenitsyne arrive en Suisse.

Alexandre Issaïevitch Soljenitsyne ou Soljénitsyne, né le 28 novembre 1918 (11 décembre dans le calendrier grégorien) à Kislovodsk et mort le 3 août 2008 à Moscou, est un écrivain russe et un des plus célèbres dissidents du régime soviétique durant les années 1970 et 1980.

Né dans le nord du Caucase, il fait de brillantes études de mathématiques et de littérature. Il adhère alors à l'idéologie du régime communiste. Mobilisé en 1941 lorsque commence la guerre contre l'Allemagne, il suit à sa demande une formation d'officier d'artillerie à partir de 1942. Au front, il fait preuve d'une conduite exemplaire qui lui vaut d'être décoré. Il est cependant arrêté en 1945 pour avoir critiqué Staline dans une correspondance personnelle et est condamné pour « activité contre-révolutionnaire » à huit ans de détention dans un camp de travail pénitentiaire. Libéré en 1953, il est placé en relégation dans un village du Kazakhstan et ne pourra rentrer en Russie qu'en 1959, réhabilité par la Cour suprême.

À la faveur de la déstalinisation et de l'adoucissement du régime sous Nikita Khrouchtchev, il publie un premier roman en 1962, *Une journée d'Ivan Denissovitch*, première œuvre littéraire témoignant de l'existence de camps en URSS, qui fait l'effet d'une bombe. Alors que le régime se durcit sous la direction de Brejnev et que la police saisit certains de ses manuscrits, il parvient à publier quelques ouvrages en samizdat (*Le Pavillon des cancéreux*) ou à l'étranger (*Le Premier Cercle*). Ils lui valent une renommée mondiale, jusqu'à obtenir le prix Nobel de littérature en 1970.

En 1973, il donne l'ordre de publier à Paris *L'Archipel du Goulag*. Cette chronique minutieuse du système de répression politique en Union soviétique, nourrie de nombreux témoignages de rescapés des camps, connaît un retentissement mondial. Elle est considérée comme l'un des

ouvrages majeurs du XX^e siècle sur le système concentrationnaire.

Arrêté en 1974, il est expulsé d'Union soviétique et déchu de sa citoyenneté. D'abord réfugié en Europe de l'Ouest, il s'installe ensuite aux États-Unis, dans le Vermont, où il passe vingt années d'exil, au cours desquelles il écrit sa monumentale *Roue rouge*. Réhabilité par Mikhaïl Gorbatchev, il rentre en 1994 à Moscou, où il termine sa vie.

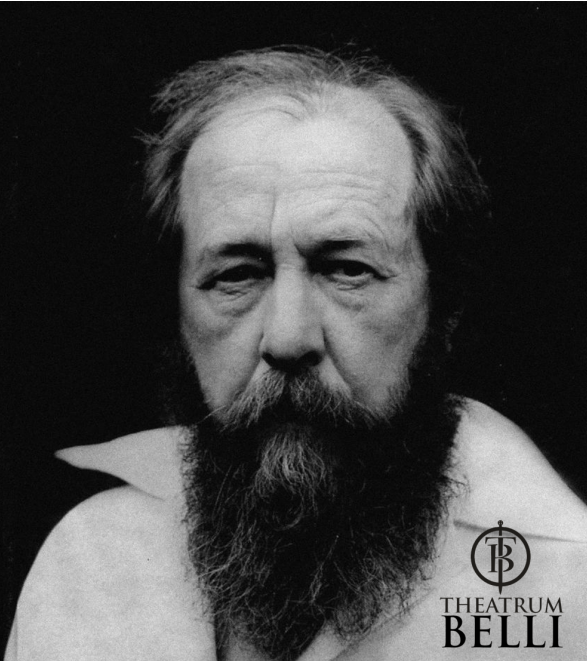
Figure de proue de la dissidence soviétique, il s'en démarque cependant par une vive critique du matérialisme occidental, exprimée notamment dans son *Discours de Harvard* sur le déclin du courage (1978).


Le **déclin du courage** est peut-être le trait le plus saillant de l'Ouest aujourd'hui pour un observateur extérieur. Le monde occidental a perdu son courage civique, à la fois dans son ensemble et singulièrement, dans chaque pays, dans chaque gouvernement, et bien sûr, aux Nations Unies. Ce **déclin du courage** est particulièrement sensible dans la couche dirigeante et dans la couche intellectuelle dominante, d'où l'impression que le courage a déserté la société toute entière. Bien sûr, il y a encore beaucoup de courage individuel mais ce ne sont pas ces gens là qui donnent sa direction à la vie de la société.

Les fonctionnaires politiques et intellectuels manifestent ce déclin, cette faiblesse, cette irrésolution dans leurs actes, leurs discours et plus encore, dans les considérations théoriques qu'ils fournissent complaisamment pour prouver que cette manière d'agir, qui fonde la politique d'un État sur la lâcheté et la servilité, est pragmatique, rationnelle et justifiée, à quelque hauteur intellectuelle et même morale qu'on se place.

Le **déclin du courage**, qui semble aller ici ou là jusqu'à la perte de toute trace de virilité, se trouve souligné avec une ironie toute particulière dans les cas où les mêmes fonctionnaires sont pris d'un accès subit de vaillance et d'intransigeance, à l'égard de gouvernements sans force, de pays faibles que personne ne soutient ou de courants condamnés par tous et manifestement incapables de rendre un seul coup. Alors que leurs langues sèchent et que leurs mains se paralysent face aux gouvernements puissants et aux forces menaçantes, face aux agresseurs et à l'Internationale de la terreur. Faut-il rappeler que le **déclin du courage** a toujours été considéré comme le signe avant-coureur de la fin ?

Alexandre SOLJENITSYNE
1918-2008
Discours de Harvard, 8 juin 1978




 THEATRUM
BELLI

15 février 1989 : l'Union soviétique termine le retrait de ses troupes d'Afghanistan.

Le retrait des troupes militaires soviétiques d'Afghanistan a lieu entre le 15 mai 1988 et le 15 février 1989 mettant ainsi fin à la guerre d'Afghanistan. Sous la direction du colonel-général Boris Gromov — qui fut symboliquement le dernier soldat à quitter le territoire afghan — et en vertu des accords de Genève du 15 avril 1988, dans la première période de trois mois, 50 183 soldats se sont retirés et 50 100 autres sont partis entre août 1988 et février 1989.

Comprenant que la situation économique et internationale difficile de l'Union soviétique était compliquée par son implication dans la guerre d'Afghanistan, Gorbatchev avait décidé de chercher un retrait d'Afghanistan et avait obtenu le soutien du *Politburo* pour le faire [en

octobre 1985]. Plus tard, il a renforcé sa base de soutien au plus haut niveau du gouvernement soviétique en élargissant le Politburo avec ses alliés. Pour répondre aux attentes nationales et étrangères, Gorbatchev visait à se retirer après avoir obtenu un certain succès. À l'intérieur, Gorbatchev a été contraint de satisfaire le complexe militaro-industriel belliciste, la direction militaire et les agences de renseignement, plus tard, Gorbatchev dira à l'envoyé de l'ONU Diego Cordovez que l'impact du lobby de la guerre ne doit pas être surestimé ; Cordovez rappelle que les conseillers de Gorbatchev n'étaient pas unanimes dans cette déclaration, mais tous sont convenus que les désaccords avec les États-Unis, le Pakistan et les réalités de Kaboul ont joué un rôle plus important dans le retard du retrait.

À l'étranger, Gorbatchev vise à conserver son prestige aux yeux des alliés du tiers-monde. Il considère, comme les dirigeants soviétiques avant lui, que seul un retrait digne était acceptable. Cela a nécessité la création d'une stabilité en Afghanistan, ce que l'Union soviétique tentera d'accomplir jusqu'à son retrait final en 1988-1989. Trois objectifs ont été considérés par Gorbatchev comme les conditions nécessaires au retrait : la stabilité interne, une intervention étrangère limitée et la reconnaissance internationale du gouvernement communiste de la République démocratique d'Afghanistan.

Lors du retrait vers la frontière, les convois de troupes ont été la cible d'attaques par des combattants afghans. 523 soldats soviétiques sont ainsi tués lors du retrait.

15 février 2003 : plusieurs millions de personnes manifestent sur les 5 continents contre les projets américains d'invasion de l'Irak.

Plusieurs millions de personnes ont manifesté dans plus de 600 villes autour de la planète, avec par exemple :

- 1 à 3 millions de personnes à Rome, Italie,
- 1,3 million de personnes à Barcelone, Espagne,
- 750 000 à 2 millions de personnes à Londres, Royaume-Uni,
- 660 000 personnes à Madrid, Espagne, d'après des estimations policières.

Les gouvernements de ces trois pays ont été les plus fervents défenseurs de la guerre d'Irak.

Les 22 et 23 mars 2003 les manifestations mondiales contre la guerre continuent, après le déclenchement de celle-ci.

- les médias parlent de 150 000 manifestants à Barcelone, Espagne (d'autres sources parlent d'un million),
- plus de 100 000 (d'autres sources : jusqu'à 500 000) manifestants à Londres, Royaume-

Uni,

- 100 000 manifestants à Paris, France,
- au moins 150 000 manifestants ensemble dans plusieurs villes allemandes,
- entre 35 000 et 90 000 à Lisbonne, Portugal,
- entre 10 000 et 20 000 en Grèce, Danemark, Suisse et Finlande,
- 100 000 manifestants ont défilé dans les rues de Montréal, Canada,
- 250 000 manifestants défilèrent à New York, États-Unis d'après le journal allemand en ligne 'Spiegel'. Il y a eu des manifestations à Washington, Chicago ainsi que d'autres villes. La chaîne de télévision CNN a mentionné une marche de plus de 1000 manifestants à Atlanta, en Géorgie qui sont passés devant leur siège, activés par sa couverture de la guerre.
- environ 250 manifestants exprimèrent leur mécontentement à Vaison-la-Romaine (France). Il fut à déplorer 27 blessés légers.

